

## TIZI-OUZOU

## L'exécutif municipal des Ouacifs installé

**A l'opposé de la toute première réunion de la nouvelle Assemblée populaire communale de Ouacifs qui s'est terminée en queue de poisson, la seconde tenue il y a une dizaine de jours de cela s'est révélée fructueuse à plus d'un titre.**

En effet, lors de cette réunion à laquelle les neuf membres de l'assemblée ont répondu présent, tous les points inscrits à l'ordre du jour ont été approuvés sans encombre. A commencer par l'exécutif communal qui a

fait jusque-là l'objet de tiraillements entre la majorité relative de quatre sièges échue au FFS, les deux élus du RND, les deux autres indépendants et l'élu du RCD. Un bras de fer né de l'opposition de la majorité relative à laquelle est revenu de plein droit le poste de maire en conformité avec la loi électorale, de contracter une quelconque alliance en contrepartie d'un strapontin dans l'exécutif, l'une des deux vice-présidences au maire.

Une obstination qui s'es révélée, comme nous l'avons déjà relevé dans une précédente édition, d'une pure stratégie d'usure et d'équilibre entre les principaux villages de la commune. En

effet, le deuxième de la liste du FFS, issu du grand village de Zaknoun, autrefois fief sans partage du parti d'Aït-Ahmed et seul centre de vote de la crête à lui avoir tourné le dos pour la première fois au profit du RND, n'aurait pas voulu entendre parler de céder son éventuel poste de premier adjoint au maire qu'à un autre de son patelin, préalable somme toute logique si l'on se réfère au fait qu'il a réussi à limiter les dégâts dans ce village que l'on disait avant le scrutin, totalement balancé dans le camp du parti d'Aït-Ahmed.

Et le second de la liste indépendante menée par l'ancien maire et DEC, un

retraité de l'éducation et militant du FLN pressenti une première fois pour piloter la liste de son parti avant que l'on ne lui préfère un autre, était tout indiqué. Seulement il fallait du temps pour convaincre ce dernier qui, pour rappel, a délégué son camarade de la liste indépendante pour les besoins de la première réunion.

Et tout était ficelé juste après et la seconde réunion de la nouvelle assemblée a été une simple formalité à tel point que même un élu du RND a accordé sa voix pour le nouvel exécutif ainsi concocté dont la première vice-présidence revient à ce militant du FLN. Et les trois commissions de l'assem-

blée toutes pilotées par le FFS ont été par la suite installées avant que les autres points à l'ordre du jour, à savoir le budget primitif de la nouvelle année en cours, la mise à prix de l'abattoir communal, la régularisation d'une boulangerie cédée à un particulier et d'une dépense inhérente à une réception organisée en l'honneur d'élèves émrites soient adoptés non sans les remarques de l'élu du RCD, les mêmes qu'il a déjà formulées lors de la toute première réunion inhérente principalement au seuil, à ses yeux bas, des prix arrêtés pour l'adjudication de l'abattoir communal et du marché.

Tafak K.

## INSTALLATION DE L'EXÉCUTIF COMMUNAL DE DRAÂ-EL-MIZAN

## La société civile est associée

**Après avoir échoué à moult reprises dans leur tentative d'installation de l'exécutif communal de Draâ-El-Mizan, les deux parties en conflit à savoir le FFS, avec une majorité relative de cinq sièges d'un côté et de l'autre, les trois partis (FLN, RCD et PT), avec un total de six strapontins partagés équitablement, seraient sur la voie de trouver un compromis qui arrangerait tout le monde.**

Rappelons à nos lecteurs que quelques jours après l'installation du P/APC, M. Didouche Hamou par le Drag de Tizi-Ouzou, une première réunion pour l'installation de l'exécutif a avorté, elle a été sanctionnée par un vote négatif des trois partis ayant fait bloc. D'autres réunions ont eu lieu sans résultat et la dernière s'est tenue avec le chef de daïra sans pour autant parvenir à trouver de solution, chacune des parties campant sur ses

positions. Les élus du FFS ont proposé à leurs adversaires une vice-présidence et trois commissions et les six ont exigé les trois vice-présidences.

Depuis, c'est le statu quo, et devant l'insistance et la pression des citoyens de la commune, les choses sembleraient bouger dans le bon sens. En effet, le P/APC a invité la société civile représentée par les présidents des quartiers et villages pour la mettre au courant des événements

qui se sont déroulés depuis les élections du 29 novembre dernier et aussi dans le but de recueillir leurs propositions de sortie de crise.

Tous les intervenants ont exhorté les onze élus à plus de sagesse et de bon sens pour mettre l'intérêt de la commune au-dessus de tous. «Mettons de côté ces tiraillements et œuvrons ensemble à la construction de notre commune qui est sur le point de devenir chef-lieu de wilaya, nous disposons de multiples richesses, vous n'avez qu'à les exploiter», soutient un quinquagénaire, président du comité d'un village. Quant aux quelques élus des partis de la coalition, présents à cette réunion, dans leurs interventions, ils ont précisé qu'ils ne veulent en aucun cas blo-

quer l'APC. «Nous voulons une gestion collégiale des affaires de la commune», a dit M. Belhout, l'élu du FLN. M. Ouriachi du RCD a enchaîné en disant que leur exigence n'est ni sacrée ni figée. A partir des explications données par les deux parties en conflit, les représentants de la société civile ont déduit qu'un dénouement heureux est envisageable, c'est alors qu'il a été retenu la proposition de la création d'une commission de sages en y associant les compétences et celle-ci va se réunir, dans les jours voire les heures à venir, avec l'ensemble des élus dans le but de les prier de faire des concessions où chacune des deux parties trouverait ses comptes. Nous y reviendrons.

S. Slimane

## Les habitants de deux villages refusent de scolariser leurs enfants au CEM «nouveau» de Allela

**Le village de lallalen, dans la daïra de Draâ-El-Mizan, qui a vu naître le grand homme et roi des djebels, le colonel Krim Belkacem, vient enfin d'être doté d'une infrastructure éducative pour l'enseignement moyen.**

Si pour les écoles primaires le problème ne se posait pas (chaque village dispose d'un établissement destinés à cet effet), il n'en demeure pas moins que le moyen et le secondaire ont été jusque-là un vrai casse-tête chinois pour les habitants qui se voient obligés d'envoyer leurs enfants vers d'autres lieux dans le but de poursuivre leur scolarité.

Aussi paradoxal soit-il, ces mêmes parents des villages de Ighil El-Vir et Ath Ahomahadj sont réticents à l'idée de scolariser leurs enfants dans ce nouveau collège, ils préfèrent de loin le vétuste et incommode CEM des Frères-Oudni qui ne répond pas aux normes. Pourtant, le collège nouvellement construit est un joyau de type base 4 plus spacieux et implanté dans un lieu répondant à toutes les normes.

Si pour les uns la perturbation de la scolarité de leurs enfants et la restauration sont les principales causes de ce refus, les autres contestent carrément le lieu de l'implantation du CEM qu'ils jugent loin par rapport à celui du chef-lieu. Le secrétaire général de l'académie de Tizi-Ouzou, M. Boudali, a inauguré ce

dimanche cette nouvelle infrastructure. Il avait tenu, nous a-t-on dit, une réunion avec les représentants des parents réticents et dans laquelle il leur avait laissé libre choix d'opter pour l'un ou l'autre collège sans oublier de promettre d'ouvrir la cantine dans les plus brefs délais.

La question que se posent les concernés (parents, professeurs, élèves...), à savoir le «glissement» d'élèves et de professeurs mutés vers ce nouveau collège, se fera-t-il aussi facilement sans déséquilibrer les effectifs ? N'était-il pas plus sage d'attendre la prochaine rentrée scolaire pour faire cette «gymnastique» ? se demandent quelques personnes de la famille éducative.

Slimane S.

## BUREAU DE POSTE DE YAKOUREN

## L'horaire de la discorde

**L'horaire de l'après-midi (15h-17h) du bureau de poste de Yakouren sis sur la RN 12 à une cinquantaine de kilomètres à l'est de Tizi-Ouzou, rebute les usagers parmi les citoyens qui viennent des nombreux villages environnants nichés dans le massif forestier.**

A travers la dénonciation de cet horaire jugé «inopportun et basement urbain» par les populations rurales, notamment en hiver où ce

créneau est loin de correspondre à leurs coutumes, c'est la politique de l'administration des postes qui est épinglée, estimant que la catégorie de cette poste ne doit pas occulter les réalités sociogéographiques des habitants dont beaucoup de personnes âgées et des femmes qui viennent, pour la plupart, de villages éloignés dans une région de surcroît non épargnée par le fait sécuritaire.

Cet équipement postal de proximité doit être adapté selon eux à leur environnement : «à 15h00 les

gens rentrent chez eux» se plaint cette vieille femme, une veuve qui a pris place dans la chaîne qui a commencé à se former devant la structure, dimanche dernier vers 14h00.

Interrogé sur cet horaire décrié par la population, un fonctionnaire du bureau de poste soutient que les horaires de la structure sont imposés par la direction des postes qui ne semble apparemment pas faire cas des préoccupations des habitants qui souhaitent que des aménagements soient apportés, au

moins en hiver, par ce service public, à l'horaire de l'après-midi pour permettre aux gens de rentrer chez eux sans angoisse, sachant qu'à 17 h il commence à faire déjà nuit dans ces massifs forestiers.

Un aménagement qui permettra à cette institution «d'apporter une meilleure contribution à l'aménagement du territoire et de jouer pleinement son rôle de service public de proximité», note un fonctionnaire à la retraite.

S. Hammoum

## ATH-YAHIA-MOUSSA

## Le pillage du sable se poursuit toujours !

**Le chômage ronge notre société. A Ath-Yahia Moussa, situé à quinze kilomètres au nord de Draâ-El-Mizan, les jeunes essayent tant bien que mal de gagner quelques sous pour subvenir à leurs besoins et le plus souvent à ceux de leur famille.**

Pour cela, ils ont opté pour l'extraction du sable à partir de la rivière située à quelques dizaines de mètres de leur village, ignorant certainement les

dangers que peuvent encourir leurs habitations (c'est l'histoire de celui qui coupait d'un haut arbre la branche sur laquelle il était assis). Désolant, inquiétant, dangereux, tel est l'état de la rivière aujourd'hui ; des trous sont creusés un peu partout tout au long de la RN25 et les deux côtés du lit, jadis embellis par des vergers, sont à la merci des crues. «La dégradation et la menace sur l'environnement dans cette région du pays sont ignorées par les autorités locales et la société civile. Il n'y a jamais eu de campagne de sensibilisation de leur

part, le pillage du sable à Ath-Yahia-Moussa est devenu comme un centre de formation, le rang des «étudiants» (il parle des pilliers) grandit de jour en jour», s'indigne un étudiant de la région.

Les dangers qu'encourent les gens habitant toute cette région sont multiples : facilité d'infiltration des eaux usées, glissement de terrain, dégradation des puits, menace sur la RN25...

Il est temps de stopper cette hémorragie avant que cela ne soit trop tard.

S. S.

## RECASEMENT

## À SKIKDA

## L'affaire des indus occupants de la zone ressurgit

L'heure est au recasement des habitants des sites précaires et de hangars de fortune. 34 familles logées depuis mars 2005 dans le centre de transit de Hamrouche Hamoudi, l'ancien site abritant l'entreprise nationale de maintenance et transport des voyageurs, ont été évacuées pour un besoin d'utilité publique : la venue de l'entreprise belge de transport public, Van Hool. Dans la matinée de dimanche, les éléments de la gendarmerie ont investi le site et procédé au transfert des familles vers les logements évolutifs de la localité de Laghouat. Devant le refus de ces dernières de regagner leurs nouvelles demeures, les autorités locales sont de nouveau confrontées à un problème épineux. Un sit-in a été même observé par les habitants récalcitrants devant l'hôtel de ville, à l'issue duquel une entrevue a été accordée par le P/APC.

Dans le but de faire valoir ce qu'ils considèrent comme un droit, 13 des 34 familles ont même pris d'assaut la place du 1<sup>er</sup> Novembre. Les familles se sont installées devant la cité HLM en face du siège de la daïra. Ils exigent leur relogement dans les plus brefs délais. Elles étaient 190 familles au début de leur évacuation en avril 2005, ce sont les indus occupants de la plateforme pétrochimique, du côté de l'ex-aérodrome et de Barrot. Pour les besoins d'implantation de projets industriels, l'EGZIK a intenté une action en justice au motif d'entrave au bon déroulement du développement économique et énergétique et aux dommages collatéraux auxquels les familles s'exposent. Sur la base d'un jugement exécutoire et définitif de la cour de Skikda, leur transfert s'est fait, à l'époque, dans des conditions musclées, en présence des forces de la gendarmerie nationale. Sonatrach a procédé à leur dédommagement à hauteur de 92 millions de cts pour chaque famille, au total près de 10 milliards de cts. Dans le même cadre, la commune de Hamadi Krouma a mis la main à la poche et dégagé un montant pour permettre aux familles la reconstruction ou la finition des logements.

Depuis, de l'eau a coulé sous les ponts. Les recasements ont tenu le coup dans un hangar dépourvu de commodités. On dit, selon des sources concordantes, que quelques habitants ont vendu les logements évolutifs attribués. Aujourd'hui, pour les besoins d'un projet d'utilité publique, à savoir l'implantation d'une entreprise de transport public, la belge Van Hool, dotée de 30 bus, il a été décidé l'évacuation de 34 familles, cette fois-ci sans condition. Leur relogement ne pointe pas à l'horizon. L'affaire des indus occupants dure depuis 7 ans.

Zaïd Zoheir